

Les crises contemporaines et les transformations futures : des années 1970 au déclin de l'hégémonie américaine

J'exprime ma profonde gratitude au Dr Sène Ousmane et au personnel du Centre ouest-africain de recherche (West Africa Research Centre) qui m'ont accueilli et ont bien voulu me recevoir cet après-midi. J'aimerais également remercier le CODESRIA et son Secrétaire exécutif, le Dr Ebrima Sall, qui ont organisé cette réunion. Je suis très honoré que vous ayez tous laissé vos activités habituelles pour venir ici m'écouter.

Je suis venu à Dakar pour rencontrer le Dr Sall et ses collègues au CODESRIA et discuter de possibles collaborations ainsi que d'une série de nouvelles initiatives visant à renforcer la recherche en sciences sociales en Afrique. Et jusqu'ici, je pense, nos conversations ont été utiles et nous donnent des assurances quant à la voie à suivre.

Dans un sens, le CODESRIA est comme un ami de la famille pour le Social Science Research Council (Conseil de la Recherche en Sciences Sociales – SSRC). Nous avons établi des relations à bien des égards. Certaines personnes qui participent aux activités du CODESRIA ont aussi participé à nos programmes. C'est le cas d'Ebrima qui dirige à présent le CODESRIA et du Professeur Mahmood Mamdani, ancien président du CODESRIA, qui a été membre de notre Conseil d'administration pendant plusieurs années et a pris une part active à nos programmes. Nous avons aussi eu en commun plusieurs autres collègues dans diverses activités de recherche.

Tout comme le CODESRIA, le SSRC est un genre d'institution distinct. Il est unique dans son genre, et je suis sûr qu'Ebrima aussi rencontre des gens qui lui disent : « Oh, pourriez-vous expliquer à quoi cela ressemble » ? Et ils sont sérieux quand ils posent ce genre de question. Mais le CODESRIA ne ressemble à rien d'autre, c'est tout simplement le CODESRIA ; et il en va de même du Social Science Research Council. Il a été fondé en 1923, et sa création a eu un impact majeur : l'invention du terme « interdisciplinaire ».

Craig M. Calhoun
Social Science Research Council
New York

En 1923 déjà, un groupe de professeurs, principalement des Universités de Chicago et Columbia aux Etats-Unis, se préoccupaient de ce que les disciplines organisaient les conversations vers l'intérieur, autour de leurs problèmes, et non vers l'extérieur, autour des problèmes du monde. Les fondateurs du SSRC disaient en gros que si on les laisse faire, les chercheurs universitaires se parleront seulement les uns les autres en des termes très spécialisés et que cela déboucherait sur une crise pour le public, parce que les problèmes publics ne sont pas tout organisés dans ces compartiments spécialisés. Il s'agissait donc de chercher à trouver le moyen de parler de ce qu'ils essayaient de créer. Ils voulaient relever les niveaux, revigorer la recherche, et soutenir de jeunes chercheurs. Mais ensuite ils ont dit : « Nous voulons amener des chercheurs de différentes disciplines et différentes universités à collaborer et à se parler ». Et ils ont inventé le terme « interdisciplinaire » pour parler de cela.

A présent, je voudrais pouvoir dire qu'en 87 ans d'existence, le SSRC a essayé de résoudre ce problème. Mais malheureusement, nous avons échoué. Il est toujours vrai que, livrés à eux-mêmes, les professeurs parleront à leurs collègues dans leurs spécialités dans des groupes éphémères et négligeront parfois les problèmes publics. Ainsi, bien que nous travaillions sur cette question depuis 87 ans, nous avons encore beaucoup à faire.

Les premières années du SSRC étaient axées sur les Etats-Unis. Ainsi, le Centre réunissait de façon interdisciplinaire des gens de différentes institutions, mais au départ en grande majorité des américains. Lorsqu'il faisait du travail international, cela signifiait la formation de spécialistes

américains à l'étranger. Ainsi, les américains se sont rendus en Afrique, en Asie, et ont étudié d'autres parties du monde. Le SSRC a joué un rôle central dans la création de ce que l'on appelle (aux Etats-Unis) les programmes d'études des aires culturelles, *area-studies programmes*, telles que les études Africaines. Ces programmes ont prospéré pendant longtemps et je ne vais pas me lancer dans une longue histoire à leur sujet. Mais ce n'est pas ce que nous faisons maintenant, du moins pas de la même façon, et c'est pertinent car ce qui a changé, c'est que ce qui nous intéresse avant tout, ce n'est pas simplement de renforcer la recherche américaine sur d'autres lieux, mais de renforcer la recherche et les réseaux de chercheurs dans ces lieux. Ainsi, alors que nous renforçons et essayons de contribuer avec le CODESRIA au renforcement des opportunités pour la recherche sur l'Afrique, ce n'est pas seulement pour les chercheurs américains, c'est pour les chercheurs africains, c'est pour les chercheurs qui sont dans la diaspora mais qui font de la recherche sur l'Afrique, et cela relie les chercheurs partout dans le monde et sur l'Afrique, c'est en partie sur l'Afrique dans un contexte mondial. Il en va de même pour l'Asie ou le Moyen-Orient ou d'autres programmes.

La deuxième chose qui est différente, concernant la façon dont nous avons conçu ces programmes maintenant, c'est que nous ne pensons pas à ces régions comme à des conteneurs. Quand ces programmes ont été formulés il y a 60 à 70 ans, et ont prospéré tout au long des années 1960, l'idée principale était qu'il y avait quelque chose à l'intérieur de ces endroits – à l'intérieur de la Chine, à l'intérieur de l'Afrique, à l'intérieur de l'Europe, à l'intérieur de chaque société – qui polarisait toute l'attention, si bien que le continent, dans le cas de l'Afrique, était une sorte de conteneur, un réseau de civilisations africaines, de langues africaines, de littératures africaines et de problèmes politiques africains. Il y avait

peut-être de la recherche comparative, mais il y avait une forte impression d'existence de frontières. Quand nous regardons le monde aujourd'hui, nous n'avons pas cette forte impression qu'il y a des frontières, et nous n'aurions pas dû les voir depuis le début. Ce n'est pas seulement que la globalisation a changé le monde, c'est que nous avons commencé à changer notre perception de la façon dont l'Afrique est unie aux sociétés caribéennes et à d'autres sociétés, et ce que Paul Gilroy a appelé l'Atlantique noire ; de la façon dont l'Afrique aujourd'hui est unie à la Chine et dans des relations concernant des ressources naturelles qui sont vendues à travers le monde et des projets – construction de routes et d'autres infra-structures en Afrique qui sont en partie basées sur des systèmes techniques et parfois, des systèmes financiers de l'extérieur. Il s'agit de la façon dont quelque chose comme le capitalisme global a été affecté par et a affecté l'Afrique à divers moments différents. Mais permettez-moi juste de présenter un exemple pour faire valoir mon argument. On ne peut pas donner une explication du sort de la Tanzanie dans l'économie mondiale et de ce qu'il est advenu du modèle de socialisme africain en Tanzanie, juste à l'intérieur de l'Afrique, parce que ce qui s'est passé avait à voir avec les termes de l'échange avec le reste du monde, ce qui s'est passé avait à voir avec les opportunités d'intégration et les termes parfois inégaux de cette intégration dans le reste du monde. C'est tous ces facteurs réunis qui déterminaient le sort de la Tanzanie.

Ce que je cherche en donnant cet exemple, c'est à démontrer qu'une fois qu'on commence à l'examiner un peu différemment, on voit des interconnexions très diverses ; et bien qu'il demeure important d'étudier l'Afrique, il ne s'agit pas simplement de chercher à l'intérieur d'un conteneur des choses qui ne se trouvent que là ; il s'agit d'étudier des processus qui relient également l'Afrique au reste du monde, qui transcendent les frontières.

Il en va de même ailleurs dans le monde. L'anglais est une langue indienne. Le premier professorat d'anglais au monde fut en Inde, non en Angleterre, pendant la période coloniale. C'est une langue largement parlée en Inde. On ne peut pas comprendre comment fonctionne la politique indienne si on ne prend pas conscience du fait que la découverte de l'Inde, le grand bloc, par Jawaharlal Nehru

– qui est à maints égards l'histoire nationale fondatrice de l'Inde moderne – est écrite en anglais par quelqu'un qui parlait un peu sa langue natale Hindi mais avait du mal à écrire dans cette langue. Et encore une fois, ce que je veux dire par là, c'est qu'il y avait des histoires étroitement liées. Le nationalisme indien est construit dans un contexte international et il en va de même du nationalisme en Afrique, comme il en allait de même du panafricanisme. Ce n'était pas quelque chose de contenu au sens étroit, mais quelque chose qui était lié dans un sens large au reste du monde.

Ainsi, le SSRC est toujours engagé dans la recherche partout dans le monde. Les trois quarts environ de notre travail sont effectués maintenant en dehors des Etats-Unis. Une partie est toujours consacrée aux chercheurs américains qui se rendent dans d'autres endroits, une partie concerne l'appui à des étudiants en Ph. D. (des étudiants qui viennent du monde entier pour faire leur Ph. D. dans des universités nord-américaines), et une partie porte sur des projets tels que celui que nous espérons lancer avec le CODESRIA – qui vise à renforcer les institutions et les opportunités de recherche ailleurs dans le monde. Nous ne pensons pas que notre rôle est d'être simplement une institution nationale. Cela, en partie parce que le SSRC n'est pas une institution gouvernementale. C'est une fondation indépendante, une organisation sans but lucratif (une ONG si l'on veut). Elle a été fondée par la famille Rockefeller et elle est financée par des fondations très variées et par divers gouvernements en fait. Notre plus grand bailleur de fonds gouvernemental est effectivement le Japon, et non les Etats-Unis.

Je suis heureux de répondre à plus de questions à propos du SSRC, mais je ne vais pas faire de ce discours un discours sur le SSRC. Je parle de tout cela d'une part pour dire d'où je viens mais aussi, parce que je pense que cette sorte de transformation d'une organisation fondée aux Etats-Unis et ayant principalement à cœur les intérêts des Etats-Unis en une organisation plus globale, est liée à un ensemble de questions sociales plus larges que je voudrais évoquer ici.

Au SSRC, comme l'a indiqué Ebrima dans son introduction, nous avons adopté un programme qui consiste à essayer d'entretenir une science sociale plus publique. Je ne veux pas dire simplement

par-là que nous engageons des publicistes pour essayer d'attirer l'attention sur nos publications. Je veux dire que nous essayons d'étudier des choses qui sont importantes pour les affaires publiques, le discours public et l'identification du bien public. Nous avons toute une panoplie de projets thématiques et d'agendas et nous travaillons largement en identifiant des activités qui semblent importantes, sur lesquelles travaillent des gens, mais qui n'ont pas reçu les ressources et l'appui dont elles ont besoin. Que ce soit le travail sur le VIH/Sida d'il y a une décennie, ou sur des questions liées au relèvement après un conflit ou des questions comme le genre, comme elles se présentent aujourd'hui.

Nous avons donc plusieurs projets thématiques différents, qui vont des migrations aux questions des médias et de l'apprentissage numériques en passant par les questions liées aux conflits mondiaux. Beaucoup de projets différents donc, que je ne vais pas chercher à détailler. Mais dans tous ces projets, nous essayons de réunir de la recherche empirique pour identifier des connaissances par la recherche, des perspectives critiques, une théorie critique au sens spécifique, et non au sens étroit qui dit juste ce que certaines personnes à Francfort appellent la théorie critique, mais l'idée d'examiner de façon critique et de reconnaître que les faits que nous trouvons ne sont pas toujours la réponse finale, parce qu'il y a une histoire avant et un futur après, et il y a des possibilités de faire le monde différemment. Par conséquent, je ne veux pas dire que nous ignorons les faits, ou que nous n'essayons pas d'avoir une recherche empirique de la plus haute qualité. Je veux dire que nous essayons de ne jamais soutenir que ce qui est sur le terrain aujourd'hui est la façon dont les choses doivent toujours être. Et donc, nous nous intéressons, comme je vais le faire sous peu, à identifier de possibles futurs également : à réunir la recherche empirique et l'examen critique qui demande quelles sont les raisons pour les quelles les faits sont ce qu'ils sont aujourd'hui, comment le pouvoir les influence, comment des intérêts économiques les influencent, comment l'histoire les influence, etc. Et nous espérons aussi que cela contribuera à rendre la science sociale utile dans la pratique. Mais par 'pratique', nous ne voulons pas dire seulement politique gouvernementale.

Nous incluons la politique gouvernementale mais aussi, les mouvements sociaux qui cherchent à changer la politique gouvernementale ou à changer les attitudes des individus et de la société. Par conséquent, pour nous, être pratique ne veut pas seulement dire donner des conseils politiques aux gouvernements ou aux dirigeants d'entreprises. C'est une notion plus large des façons dont le savoir peut véritablement changer la société.

J'en viens maintenant à mon sujet, auquel j'ai donné ce titre seulement quand Ebrima m'a écrit, il y a juste un jour, mais qui, nonobstant, fait effectivement partie de ce dont nous avons toujours discuté. Nous avons étudié une crise. Les africains savent très bien que la crise que les médias ont appelée crise financière de 2008-2009 est, d'abord, une sorte de sommet d'un iceberg : c'est la partie visible d'une plus grande histoire. Mais elle survient aussi dans le sillage d'une série d'autres crises. La première chose que je veux donc souligner c'est que bien que je pense que vous le savez tous, et je le sais, et la plupart des gens auxquels j'ai parlé le savent, la plupart des médias, la plupart des responsables politiques, en particulier dans le Nord global, parlent comme si ce n'était pas le cas, comme s'il s'agissait d'un événement choquant, imprévisible. Sans précédent, vraiment ? Il y a eu la Grande crise de 1929 qui présentait quelques similitudes, mais en fait, il y a eu des crises récurrentes. A présent, nous pouvons analyser les crises récurrentes en termes marxistes et identifier les fondements des économies capitalistes qui produisent les crises économiques. Mais aussi, nous pouvons étudier d'un point de vue historique comment chaque crise spécifique en influence d'autres. Et je voudrais prendre la crise des années 1970 parce que je pense que la crise des deux dernières années est étroitement liée à cette crise d'il y a environ 35 ans. C'est une crise qui a eu des effets particuliers en Afrique et dans les universités africaines.

J'étais professeur à l'Université de Khartoum dans les années 1980 et l'un des traits distinctifs de l'Université de Khartoum, c'est qu'elle possédait une bibliothèque magnifique, tant que vous ne vouliez pas lire un livre publié après 1974. Pourquoi 1974 ? Parce qu'après 1974, il n'y avait plus de devises pour l'achat de livres. Cette situation est liée au boycottage de l'OPEP et à l'augmentation des prix du pétrole qui, dans le

cas du Soudan, comme dans de nombreux autres pays africains, signifiait l'augmentation des prix d'autres biens qu'il fallait importer ; les livres étaient donc relégués au second plan et faisaient partie des plus faibles priorités des budgets de l'Etat. Mais il n'y avait pas que la crise de l'OPEP. La crise qui s'est produite dans les années 1970 était en partie le couronnement d'une ère marquée par l'augmentation de la demande. On peut le voir d'un point de vue africain, mais c'était aussi vrai d'un point de vue américain et européen, quelque peu différent dans chaque cas, mais avec un modèle commun.

Le modèle commun était l'expansion de la demande durant toutes les années 1960. Dans le cas de l'Afrique, c'était pour l'essentiel la période de prospérité qui a suivi les indépendances. La demande croissante, la prospérité, l'espoir des pays africains après l'indépendance qu'ils pourront se développer rapidement pour améliorer les conditions de vie de leurs populations et rejoindre le monde plus large dans une position économique ou l'autre. Il y avait ceux qui abordaient le monde plus large principalement en référence à l'Union soviétique, et ceux qui l'abordaient en référence aux Etats-Unis. Et les nouveaux pays indépendants ne cherchaient pas seulement la richesse, mais ils cherchaient aussi à avoir un droit de regard accru sur leurs destinées, une plus grande part de tout ce qui était produit dans le monde, parce que l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine produisaient plus qu'elles ne pouvaient consommer. Elles envoyaient les surplus au Nord global et donc, cet effort n'était pas juste un effort pour se développer, mais un effort de redistribution. Et la crise des années 1970 était, entre autres choses, une partie de cette redistribution.

Cette crise présentait diverses autres caractéristiques. Il y avait le nouveau phénomène des pays producteurs de pétrole en Afrique, aux Caraïbes, en Amérique latine, et cetera, mais cela a fait pencher la balance de telle sorte qu'une partie des profits allait aux mains de ceux qui contrôlaient ces ressources naturelles. Parfois, cela signifiait que les pays dans leur intégralité n'en bénéficiaient pas souvent, que seuls les dirigeants en bénéficiaient, et cela intensifiait la corruption. Mais c'est aussi un problème aux Etats-Unis et en Europe, où une classe moyenne en expansion était en quête de changement, demandant une

distribution plus égalitaire des richesses. Ainsi, aux Etats-Unis par exemple, pendant toute la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1973 à peu près, il y avait de plus en plus d'égalité chaque année. Après 1973, l'inégalité se creuse chaque année. Les Etats-Unis devenaient donc plus égaux dans la distribution des richesses réalisées entre les citoyens, jusqu'aux années 1970. Le Mouvement des droits civiques des africains-américains y était pour beaucoup, mais il n'y avait pas que ça, et la tendance a commencé à être inversée dans les années 1970. Les aspirations de gens qui avaient moins, mais travaillaient plus pour avoir une plus grande part, étaient de nouveau bloquées comme elles l'étaient en Afrique et aux Caraïbes, et les dictatures militaires apparurent en Amérique latine et ailleurs.

Il y avait d'autres choses qui se passaient. Un mouvement pacifiste contestait une guerre querelleuse qui se profilait, la Guerre du Vietnam qui allait prendre fin en 1975. Ainsi, pendant des années, la place de l'Amérique dans le monde a été déformée, comme celle de la France avant elle, par des guerres querelleuses. Tout comme la France a combattu en Algérie et au Vietnam, les Etats-Unis ont mené de l'avant une sorte de projet impérialiste, bien que ce ne soit pas sous une forme strictement coloniale. Et la situation est devenue critique avec la guerre du Vietnam qui a englouti d'énormes quantités de ressources, ce qui a n'a fait que contribuer à meurtrir l'économie, puisque nous produisons des avions et des bombes et bien d'autres matériels de guerre.

Il y avait aussi la guerre du Yom Kippour, la guerre palestinno-israélienne en 1973 qui a lancé la série plus ou moins continue de crises, immédiatement en Palestine mais aussi avec de violentes répliques partout dans le monde. Le conflit qui remonte à 1948, aux origines d'Israël, a revêtu une nouvelle forme après 1973, s'est exporté en dehors de cette région immédiate de la Palestine pour toucher des zones de plus en plus larges du Liban. Mais aussi pour finir, le 11 Septembre et la question continue qui est présentée comme la question du terrorisme, bien que je pense qu'elle est en fait confondue à une tactique avec un mouvement sous-jacent. En outre, le signe avant-coureur de la guerre d'Israël et la guerre du Vietnam était un problème d'effondrement financier. Les Etats-Unis se sont retirés

de l'Accord de Bretton Woods en 1971 (je pense qu'à présent, seuls les étudiants d'histoire savent en quoi consiste l'Accord de Bretton Woods...) mais c'était essentiellement un accord entre les pays riches du monde qui établissait la Banque mondiale et le FMI (nous savons tous ce qu'ils sont !) en même temps qu'il constituait un accord sur la façon de contrôler les prix des devises et de les maintenir adossés à des normes égales, et ainsi de suite.

Il y a toute une histoire à ce sujet et je ne vais pas rentrer dans les détails encore une fois, mais l'effondrement de l'accord de Bretton Woods, le retrait de cet accord financier mondial, ont changé un certain nombre de termes, et bien des choses encore se sont produites dans les années 1970. Je n'en dirai rien, si ce n'est que vous savez tous que j'ai décrit une crise qu'on ne saurait qualifier de simplement économique. C'était une crise militaire, politique et sociale, une crise qui a été déterminée par les rapports hommes-femmes changeants et les relations familiales changeantes. C'était une crise qui a été déterminée par l'organisation, une crise qui a été déterminée par les contestations de l'autorité. Ce qui s'est passé dans les années 1970, en partie, c'est que ceux qui avaient le plus d'influence sur les investissements et les structures d'accumulation capitaliste ont reconnu qu'ils faisaient face à des taux de profit en baisse, que l'investissement dans les industries traditionnelles n'était plus aussi rémunérateur qu'avant, et qu'après l'effondrement de Bretton Woods et avec d'autres changements, il y a eu des opportunités pour la déréglementation des marchés financiers. Ils ont commencé une campagne organisée pour persuader le gouvernement américain, le gouvernement britannique et d'autres de lever la réglementation gouvernementale qui avait auparavant limité les marchés financiers.

Prenons un exemple tout simple : depuis la Grande Crise, celle qui a commencé en 1929 et s'est prolongée dans les années 1930, aux Etats-Unis, les banques n'étaient pas autorisées à travailler au-delà des frontières étatiques. Sur les 50 états américains, les banques ne pouvaient s'installer que dans un seul. La situation a changé par la suite, consécutivement à la campagne qui a démarré dans les années 1970, ce qui a permis la création de banques de plus en plus grosses, notamment la City Bank et Goldman Sachs – ces fameuses banques

qui, au bout du compte, allaient être jugées trop grosses pour échouer, si bien que le contribuable allait devoir les renflouer dans l'ensemble de mesures de relance que même le Président Obama, qui n'était pas en fonction quand tout cela s'est produit, pensait devoir poursuivre.

Le problème remonte aux années 1970 et plus généralement, ces origines révèlent un tableau dans lequel il y a eu un recours à la « financiarisation », une baisse des investissements industriels dans les pays riches du monde, le mouvement de la production industrielle juste proportionnellement à l'Asie, et dans une certaine mesure ailleurs dans le monde, loin des Etats-Unis, de l'Europe, et cetera. Mais il y avait quelque chose sur de nouveaux mécanismes financiers en tant que principaux générateurs de capital et de profits. Cela signifiait de nouvelles professions ; la profession de banquiers spécialisés en investissement, moins prestigieuse que les professions habituelles, est passée en première ligne comme un choix de carrière très active. Ainsi, la crème de Harvard et de Princeton voulait embrasser cette profession. Ils ne voulaient pas devenir sociologues ou professeurs. Le fait est qu'il y avait un changement au niveau des professions. L'ingénierie financière, un terme que personne n'avait entendu prononcer avant, est apparue avec le développement des instruments financiers dérivés et des couvertures de défaillance (ou swaps sur défaillance) et de nouveaux types d'instruments financiers. L'ingénierie financière, une sorte de point de fusion de l'ingénierie et des sciences économiques, a pour but non pas d'étudier l'économie, mais de la reconcevoir en utilisant des instruments financiers.

Le fait que des millions et des millions de dollars, oui, des milliards et des milliards de dollars, aient été gagnés dans cette financiarisation de l'économie a créé de lourdes dettes insolvables dans de nombreux pays africains qui tentaient de faire face à leurs obligations et d'exécuter des programmes de développement, entraînant l'introduction par le FMI de politiques d'ajustement structurel. Tout cela a pour cause profonde cette transition qui était en cours au milieu des années 1970 et qui s'est poursuivie pendant quelques années ; et ce n'est pas quelque chose qui s'est produit tout simplement, c'est quelque chose qui découle des décisions des Etats-Unis dans les années 1970. C'est un futur qui a été provoqué par des gens qui font campagne, qui amènent les

gouvernements à changer les règlements, qui développent de nouveaux instruments financiers, qui créent de nouvelles affaires, telles que les fonds spéculatifs.

Une petite parenthèse : le fonds spéculatif a été inventé par un sociologue d'origine pakistanaise en Angleterre dans les années 1950, pour être un investissement alternatif pour les précurseurs du bien-être social et pour stabiliser les marchés capitalistes. L'idée a été cependant reprise dans la création d'un certain nombre de nouvelles entreprises qui pratiquaient le type d'investissement spéculatif appelé « fonds spéculatifs ». Je ne cherche pas à vous donner une explication détaillée des fonds spéculatifs, sauf pour dire qu'une de leurs caractéristiques essentielles, quelles que soient les techniques d'opérations commerciales qu'ils utilisent, ou quel que soit ce qui guide leurs investissements, c'est qu'ils étaient la plupart du temps opaques, ils n'étaient pas transparents. On ne voyait pas de l'extérieur ce qu'ils faisaient. Contrairement aux opérations classiques, ils n'étaient pas tenus de révéler leurs investissements. Il faut un modèle général pour dire aux actionnaires potentiels et au public américain dans quoi ces fonds dépensent leur capital, comment ils obtiennent leurs bénéfices, fonds spéculatifs ou pas.

Donc, le trait distinctif de ce que l'on a appelé investissements alternatifs, en grande partie des investissements dans le marché financier, c'est qu'ils fonctionnent en dehors de la réglementation étatique. Cela faisait partie de ce que l'on a parfois appelé le néolibéralisme, ou l'Etat vidé de sa substance (Etat minimal), l'affaiblissement de la capacité de l'Etat. Cela a eu souvent un beau visage, et a été adopté en quelque sorte d'une façon positive et optimiste dans la démocratie cosmopolite et dans la réflexion en matière de théorie politique : combien il est merveilleux que nous apprécions les droits de l'homme, que nous vivions tous dans un même monde, que nous soyons tous liés les uns aux autres ; et que nous devrions regarder au-delà de l'Etat-nation. J'ai dit au départ que c'est ce que nous faisons actuellement : nous regardons au-delà de l'Etat-nation, nous faisons partie d'une tendance globale. Mais parfois, cela a encouragé les gens à penser que les Etats n'importaient pas. Que les Etats étaient des structures totalement autoritaires, que c'était juste de vieux bonshommes dont on ne veut vraiment pas qu'ils gèrent quoi que ce soit de toute façon, et

donc, mieux valait avoir des ONG, et avoir la société civile, et avoir n'importe quoi d'autre, y compris des fonds spéculatifs et des investissements financiers. Maintenant, ce que je veux dire par-là, ce n'est pas que nous célébrions tous l'Etat comme étant la panacée, mais plutôt, que les Etats jouent un rôle habilitant très important. Même si l'on choisit de soutenir un modèle économique capitaliste, le modèle repose sur des Etats qui le rendent possible au moyen de devises, de capitaux et d'autres types de conditions, et il faudra s'appuyer sur la réglementation pour traiter certaines des questions internes épineuses.

Le FMI a juste proposé un nouveau modèle global de réglementation financière dont une version pourrait être adoptée en fin de compte à l'issue de débats. Un trait caractéristique de ce modèle est une taxe qu'il fallait payer pour anticiper la prochaine crise. Le FMI a prédit qu'il allait y avoir une autre crise, et qu'il sera nécessaire de renflouer les entreprises ; en conséquence, il va imposer une petite taxe sur les transactions financières afin d'accumuler des réserves à cette fin. Cela pourrait être une idée tout à fait bonne, mais remarquez que la crise n'est pas née de facteurs inconnus. Qui pouvait donc imaginer une crise dans les marchés américains, les marchés du logement américains qui auraient besoin de plus de titres adossés à des fonds spéculatifs pour s'attirer des ennuis ; non, elle est beaucoup plus connaissable que cela.

Permettez-moi à présent de situer les choses : fondamentalement, je dis que pour l'essentiel, ce qui s'est passé en 2008-2009 a, *entre autres* causes historiques, pas comme *seule* cause historique, une série d'événements survenus dans les années 1970 dans une autre crise capitaliste, mais une crise qui n'était pas seulement capitaliste, pas seulement économique, mais sociale ; que cette crise a favorisé l'introduction de l'ère que nous avons appelée néolibérale, qu'elle a rendu possible cette sorte de quête qui était d'une part, la célébration de la liberté de l'individu par rapport à l'Etat, mais d'autre part, une réduction des capacités sociales et étatiques à organiser la vie, et contribuer à produire cette version spécifique de la crise que nous avons vécue en 2008 – 2009, et dont nous ne nous sommes pas encore remis à bien des égards.

Pour conclure, je voudrais dire quelques mots sur les possibles futurs. Car le monde

ne redeviendra pas ce qu'il était avant 2008. Il ne le redeviendra pas en ce sens qu'il ne va pas y avoir les mêmes modèles d'emplois, il ne va pas y avoir les mêmes emplois dans les mêmes industries dans les mêmes pays que ceux qu'il y avait avant.

L'hégémonie américaine était déjà probablement en déclin et ce déclin va se poursuivre. Je ne suis pas en train de prédire la rapidité ou la lenteur du déclin. Mon ami Immanuel Wallerstein pense ceci : « Nous vivons tous pour voir cela », et il le dit à tout le monde. Qui donc va vivre pour voir cela ? Je pense que cela ne risque pas de se produire avant longtemps. Je pense que les Etats-Unis vont probablement être le pays le plus puissant au monde pendant quelque temps, mais avec une poigne de plus en plus faible, et la question clé est comment les Etats-Unis vont-ils réagir à cette poigne de plus en plus faible ? Vont-ils aider de bonne grâce et de façon constructive à construire un ordre mondial multilatéral ? Peut-être que oui. Ou vont-ils se lancer dans divers projets qui sont des tentatives pour démontrer leur décision de se rassurer qu'ils sont toujours les « *hedge men* », de préserver leur sécurité et de maintenir la capacité d'accumulation de capital de leurs citoyens et leurs compagnies les plus riches ? Je ne connais pas la réponse. Je pense que c'est deux futurs possibles. Je pense que c'est un très grand facteur qui refaçonne le monde, et je vais juste dire deux choses parce que je ne veux pas prendre trop de temps. Je ne veux pas prétendre qu'il n'y a que deux grands facteurs, d'autres grands facteurs existent. L'un d'eux est une restructuration de la puissance mondiale et je pense que c'est une restructuration géopolitique, si vous me passez l'expression. Nous avons eu la guerre froide pendant longtemps et deux superpuissances et d'autres pays plus ou moins puissants dans une structure mondiale faite principalement d'États nations. Nous avons perdu l'une de ces superpuissances, qui est passée au statut de puissance secondaire. Les États-Unis ont été pendant un laps de temps la seule superpuissance au monde, et nous assistons maintenant à la montée de la Chine, nous assistons maintenant à divers changements.

Ces changements pourraient être l'apparition d'un chaos, un groupe de différents pays assez forts qui se battent les uns contre les autres. Ils pourraient être l'avènement d'un système multilatéral dans lequel ces pays coopèrent les uns avec les autres. Si c'est un système multilatéral,

cela pourrait être à leur avantage et pas à celui de qui que ce soit d'autre. Ou cela pourrait être structuré de façon à créer des opportunités et des droits pour des gens qui ne vivent pas dans l'un de ces pays. Mais il est fort probable que, quelle que soit la façon dont le futur se présentera, la Chine et l'Inde, l'Iran et le Brésil, la Russie, l'Afrique du Sud, l'Europe – dans un certain sens plus nationale, plus intégrée – et les Etats-Unis seront tous des puissances mondiales.

Ils ne seront pas tous égaux, mais ils seront tous assez puissants. Suffisamment puissants pour qu'aucun d'entre eux ne puisse être relégué à un statut entièrement secondaire en dehors des débats. L'Angleterre toute seule, la France toute seule, ne vont pas devenir de telles puissances. Peut-être que dans une Europe intégrée, ils auront une telle influence, mais il va y avoir un changement dans l'organisation du pouvoir à l'échelle globale. Diverses stratégies sont en train d'être déroulées pour traiter cette question. Ainsi, les Emirats (les Emirats arabes) appliquent une stratégie qui consiste essentiellement à être le Singapour du Moyen-Orient, en construisant des institutions bancaires et financières, des institutions commerciales et des capacités de technologies de l'information.

Abu Dhabi vient d'octroyer à mon université 500 millions de dollars pour ouvrir là-bas un campus. Ce n'est pas parce qu'il y avait trop d'étudiants qui ne pouvaient pas aller au collège à Abu Dhabi, mais tout simplement parce qu'il y avait un projet visant à positionner Abu Dhabi en tant que centre qui sera utile pour une économie mondiale qui se réorganisait de manière à ne plus être dominée par les Etats-Unis. Ainsi, une grande série de changements réside dans le fait qu'on ne sait pas très bien comment cela va se dérouler, s'il y aura des blocs rivaux, si les Etats-Unis et la Chine vont s'unir et essentiellement dominer dans un condominium, s'il va y avoir une coopération étroite à travers de nouvelles institutions, ou s'il va y avoir des frictions constantes et des problèmes constants comme il y en a, disons, entre l'Iran et la plupart des autres puissances aujourd'hui. La liste pourrait être un peu plus longue. Peut-être que la Turquie va être l'une de ces puissances. Nous pouvons commencer à deviner quels pays vont ou ne vont pas figurer sur la liste. Mais le fait est que ce ne seront pas seulement les Etats-Unis.

La deuxième chose qui change à mon avis, c'est le retour de ce qu'on pourrait appe-

ler la « reproduction sociale de questions sociales ». Si les gens ont du travail, s'ils peuvent financer leurs familles, s'ils peuvent prendre en charge la scolarisation de leurs enfants, s'il y a développement du capital humain, pas seulement du capital financier ou du capital industriel, s'il y a dans un pays des populations instruites capables d'en faire un acteur de l'économie mondiale dans le nouveau contexte. Ainsi, les institutions, précisément les institutions qui sont les plus importantes pour l'avenir, sont celles qui sont chargées de la reproduction sociale, et de la reproduction des êtres humains, des sociétés et des communautés. Ce sont celles qui ont été le plus éprouvées au cours des 35 dernières années par des réductions des dépenses au titre de l'Enseignement supérieur et des soins de santé.

L'une des histoires fondamentales que l'on ne raconte jamais à propos de la crise du SIDA en Afrique, c'est que le FMI est

en grande partie responsable de cette crise. Je ne parle pas de quelque conspiration étrange, mais créée pour qu'une fois le FMI parti, la plupart des personnes infectées meurent. Je veux dire que l'une des conséquences des Politiques d'ajustement structurel est qu'elles ont profondément endommagé les systèmes nationaux de soins de santé, si bien que quand le SIDA est devenu une crise, ces systèmes n'étaient pas là pour aider à y faire face ; la crise s'est donc beaucoup aggravée, et il est devenu plus difficile et plus coûteux de distribuer des médicaments antirétroviraux lorsqu'ils étaient disponibles. Par conséquent, cette distribution dépendait plus du gouvernement américain et du PEPFAR, du Fonds mondial et de l'effort de financement des Nations Unies.

Mais le fait est que la reproduction sociale a de l'importance, et nous avons vidé de leur substance et sapé nos institutions

de reproduction sociale depuis que j'ai commencé, depuis la crise de 1974 et l'incapacité à trouver un livre publié après 1974 dans des bibliothèques universitaires. Donc, je pense que pour traiter nos possibles futurs, pour créer des opportunités réelles aux niveaux national, régional et international, nous devons d'abord venir à bout de ce modèle qui vide l'Etat de sa substance, et pour ce faire, nous devons faire attention aux causes historiques plus profondes de la crise et aux causes qui déterminent les possibles futurs.

* *Le Professeur Craig M. Calhoun est président du Social Science Research Council basé à New York. Cet article est un extrait d'une Conférence publique qu'il a délivrée au West Africa Research Centre à Dakar, dans le cadre de sa visite officielle au CODESRIA le 30 avril 2010.*